



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES DANS LES ALIMENTS

Vingt-deuxième session

San José, Costa Rica, 27 avril-1^{er} mai 2015

ACTIVITÉS DE LA DIVISION MIXTE FAO/AIEA SUR LES TECHNIQUES NUCLÉAIRES DANS L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE AYANT UN LIEN AVEC LES TRAVAUX DU CODEX¹

1. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), par le biais de la Division mixte sur les techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture (la « Division mixte ») soutiennent et mettent en œuvre des activités spécifiques liées au Codex Alimentarius portant sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments (CCRVD), par le biais de sa section pour la protection de l'environnement et des laboratoires d'agriculture et de biotechnologie de la FAO/AIEA). En collaboration avec des divisions sœurs de Rome, des ressources et un soutien sont apportés aux pays membres par le biais de projets de coopération technique (PCT), de projets de recherche coordonnée (PRC), de programmes additionnels hors budget, d'ateliers régionaux et inter-régionaux et de l'adaptation et du transfert de la recherche et de la technologie, en vue de soutenir l'authenticité, la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et de renforcer les initiatives commerciales.
2. Plusieurs pays membres continuent à rechercher le soutien et le recours au levier des techniques analytiques nucléaires et isotopiques dans la recherche et les analyses des résidus de médicaments vétérinaires ainsi que d'autres contaminants apparentés se trouvant dans les aliments et l'environnement. La Division mixte continue à répondre à ces besoins par le biais de ses cinq sous-programmes dans l'alimentation et l'agriculture, y compris leurs laboratoires.

PROJETS DE RECHERCHE COORDONNÉE

3. La Division mixte déploie des efforts de recherche stratégique dans le cadre des PRC. Chaque PRC fait typiquement entrer en jeu environ quinze institutions de pays développés et en développement qui collaborent pendant quatre à cinq ans sur un sujet de recherche bien défini. Ils constituent un mécanisme important pour l'organisation de la recherche internationale en vue de réaliser des objectifs spécifiques, par exemple sur les techniques radiométriques et d'analyse associées visant à renforcer les programmes nationaux de surveillance des résidus. La recherche est effectuée par des équipes dans leurs pays respectifs et les enquêteurs scientifiques en chef qui dirigent chaque équipe ont l'occasion d'interagir face à face lors de réunions techniques/de coordination périodiques, organisées et coordonnées par la Division mixte.
4. Les méthodes analytiques nouvellement élaborées et validées qui résultent des PRC sont publiées et mises à disposition gratuitement. Ces méthodes et ces approches nouvelles sont élaborées à des fins pratiques, dans les programmes nationaux de surveillance des résidus, par exemple. Les résultats des PRC sont publiés dans la littérature scientifique et technique et sont aussi mis à la disposition de laboratoires d'autres pays membres du monde entier par le biais d'une ressource² internet de la Division mixte.

¹ Document préparé par la Division mixte FAO/AIEA sur les techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture, AIEA, Vienne (Autriche), et sous sa responsabilité

(Cf <http://www.naweb.iaea.org/nafa/index.html> pour de plus amples renseignements).

² Système d'information sur les contaminants alimentaires et les résidus (FCRIS) (<http://nucleus.iaea.org/fcris/>)

5. Un nouveau PRC de cinq ans sur « La mise au point et le renforcement de techniques de radio-analyse et de techniques complémentaires pour le contrôle des résidus de médicaments vétérinaires et produits chimiques connexes dans les produits aquacoles » D52039 est en cours de lancement. Jusqu'à présent, des institutions de sécurité sanitaire des aliments et de recherche alimentaire de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Cameroun, de la Chine, de l'Équateur, de l'Inde, de Singapour, de l'Afrique du Sud, de la Turquie et de l'Ouganda y participent et d'autres propositions sont les bienvenues³.

6. Un PRC sur « L'élaboration de méthodes d'analyses radiométriques et analytiques connexes pour renforcer les programmes nationaux de contrôle des résidus de médicaments vétérinaires antibiotiques et anthelminthiques » D52036, a pris fin en 2014 avec une réunion techniques finale qui s'est tenue à Natal, au Brésil, du 14 au 18 avril 2014. Le projet a vu la participation d'institutions et de laboratoires de contrôle alimentaire d'Autriche, de Belgique, du Brésil, d'Allemagne, du Kenya, des Pays-Bas, de Mongolie, du Pérou, de la République de Corée, du Sri Lanka, de Thaïlande, de Tunisie, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique. Plusieurs méthodes analytiques ont été élaborées et sont d'ores et déjà utilisées dans les pays membres en vue d'améliorer la qualité des plans nationaux de surveillance des résidus de substances antimicrobiennes ou anthelminthiques.

PROJETS DE COOPÉRATION TECHNIQUE — RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES ET DE CONTAMINANTS CONNEXES DANS LES ALIMENTS

7. Les PCT nationaux et régionaux de la FAO et de l'AIEA fournissent aux pays membres de l'équipement, des conseils d'experts, une formation et des possibilités de réseautage. Les détails pour chaque pays et un récapitulatif des progrès réalisés figurent au Tableau I.

8. Les pays membres ont déjà soumis des concepts et des propositions pour les PCT pour le biennium 2016-17 et la Division mixte assure un soutien technique dans leur élaboration en tant que projets nationaux, régionaux ou interrégionaux.

RÉSEAUX DE LABORATOIRES

9. La Division mixte travaille en collaboration avec divers pays membres aux niveaux nationaux, régionaux et interrégionaux en vue de promouvoir des réseaux de laboratoires pour le partage de l'expertise technique, de renseignements sur la chaîne d'approvisionnement, d'expérience et de ressources (dont les données sur les résidus). L'accent a été principalement placé sur l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie. Il y a aussi une initiative de la Division mixte portant sur la mise en œuvre d'un projet interrégional de promotion de partenariats en matière de sécurité sanitaire des aliments pour le contrôle des résidus de médicaments vétérinaires et de contaminants associés dans le monde entier. Il est envisagé que les laboratoires de contrôle participant produiront et contribueront des données pertinentes au Codex.

SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

10. La Division mixte a marqué son 50^e anniversaire en 2014 et accueilli un symposium international sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments du 10 au 13 novembre 2014, à Vienne, en Autriche. Plus de 300 scientifiques de plus de 85 pays ont pris part à un programme complet d'activités, dont 63 orateurs venus de pays développés et en développement. Parmi les sessions et les ateliers parallèles figuraient des contributions sur les techniques nucléaires/isotopiques et les techniques complémentaires pour l'analyse des résidus de médicaments vétérinaires et autres contaminants dans les aliments et les aliments pour animaux. Il y a aussi eu des discussions exhaustives sur la traçabilité et l'authenticité des aliments et l'application de l'irradiation aux aliments. Des collègues de divisions sœurs de la FAO et de l'OMS, dont le Secrétariat du Codex, ont joué un rôle important pour assurer le succès du symposium, dont ils ont présidé un certain nombre de sessions.

BASES DE DONNÉES SUR LES MÉTHODES ANALYTIQUES ET LES RÉSIDUS DE MÉDICAMENTS VÉTÉRINAIRES

11. La Division mixte continue à produire ou être la source de méthodes analytiques appuyant les programmes nationaux de surveillance des résidus dans les pays membres, par le biais d'une base de données du Système d'information sur les contaminants alimentaires et les résidus (FCRIS)². Cette base de données soutient l'application de la CAC/GL 71-2009. Le même soutien est accordé au Comité du Codex sur les résidus de pesticides. Plus de 91 méthodes/techniques, dont des liens avec les normes et directives nationales et internationales relatives à la sécurité sanitaire des aliments sont disponibles. La Division mixte continue à solliciter des méthodes supplémentaires de mise à jour de la base de données et à encourager son utilisation.

³ Cf <http://cra.iaea.org/cra/how-to-participate.html>

12. La Division mixte a pris part à une réunion consultative internationale sur les perspectives de mise en place d'une base de données mondiale sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, qui s'est tenue les 4 et 5 novembre 2014 à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), à Paris, en France. Cette consultation a été organisée par le Commonwealth Agricultural Bureau International (CABI) et la Food Animal Residue Avoidance Databank (FARAD) des États-Unis, avec le soutien du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) de l'Organisation mondiale du commerce. Un certain nombre d'organisations et d'experts responsables de la sécurité sanitaire des aliments et des médicaments vétérinaires, ainsi que des représentants du secteur privé couvrant les sociétés pharmaceutiques et de production des aliments y ont pris part.

13. La Section de la protection des aliments et de l'environnement de la Division mixte présidera le comité scientifique à la prochaine conférence EuroResidue (ER VIII)⁴⁴ à Egmond aan Zee, aux Pays-Bas, du 23 au 25 mai 2016. La Division mixte encourage les pays membres à y participer, ainsi qu'à d'autres réunions qui traitent des différentes questions relatives aux résidus de médicaments vétérinaires, et les appuie en cela. Cette conférence sera l'occasion de créer ou de renforcer les réseaux que promeut la Division mixte.

Tableau 1 : Aperçu de projets par le biais desquels la Division mixte apporte son soutien au contrôle des résidus de médicaments vétérinaires

<i>Pays membre et code(s) du/des projet(s)</i>	<i>Travaux effectués et résultats bénéfiques obtenus</i>
Afrique du Sud (RAF/5/067 ; D52039)	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la capacité institutionnelle pour l'Institut vétérinaire Onderstepoort (OVI) du Conseil de la recherche agricole afin de renforcer le réseautage parmi les laboratoires spécialisés dans la sécurité sanitaire des aliments qui utilisent des techniques nucléaires et connexes ; Obtention d'appui par l'OVI et les institutions partenaires en Afrique dans le cadre du projet RAF/5/067 pour des activités conjointes telles que les tests d'aptitude, le partage de méthodes d'analyse et la formation en groupe ; Formation par l'OVI du personnel laborantin d'autres pays membres de la FAO/IAEA en matière de tests de résidus ; Participation prochaine de l'OVI à un nouveau projet international de recherche sur les résidus dans les produits issus de l'aquaculture.
Angola (ANG/5/009)	<ul style="list-style-type: none"> Aide à la création d'un nouveau laboratoire visant à tester les contaminants/résidus dans les denrées alimentaires à l'Institut de recherche vétérinaire (Veterinary Research Institute, VRI) ; Formation de quatre scientifiques au Brésil et au Chili ; Souhait de l'institut d'accueil au Chili et du VRI de signer un mémorandum d'accord pour la poursuite de la coopération et du soutien mutuel.
Algérie (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> Création et renforcement d'un réseau de laboratoires et d'institutions de sécurité sanitaire des aliments par le biais du renforcement des capacités et de l'amélioration des connaissances pour l'analyse des résidus de médicaments vétérinaires et de contaminants connexes ; On compte parmi ces institutions l'Institut national de médecine vétérinaire (INMV), l'Institut national de recherche agronomique d'Algérie (INRAA), l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), ainsi que des laboratoires privés, comme Catalyse.
Argentine (RLA/5/059 ; D52039)	<ul style="list-style-type: none"> Appui au laboratoire du Service national de santé et de la qualité des aliments (SENASA) pour compléter le programme national de contrôle des résidus contaminants chimiques du pays, respecter les normes internationales et améliorer la compétitivité des produits agricoles du pays sur le marché international ; Organisation par le laboratoire de sécurité sanitaire des aliments du SENASA d'ateliers et de réunions de formation pour plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes afin d'améliorer la compétence des programmes de contrôle des résidus ; Participation également de l'Institut supérieur de recherche, de développement et des services alimentaires (ISIDSA) et de l'Université nationale de Córdoba à un projet international de recherche sur la sécurité sanitaire/la qualité des produits de l'aquaculture, coordonné par la Division mixte.
Bénin (BEN/5/009)	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique et financier au Laboratoire central de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments (LCSSA) dans le cadre d'études sur l'alimentation globale, en insistant sur l'évaluation du risque d'exposition à plusieurs contaminants chimiques dans les aliments prêts à consommer ; Fourniture de matériel et de biens de consommation de laboratoire et formation en local via

⁴⁴ Cf <http://www.euroresidue.nl/>

Pays membre et code(s) du/des projet(s)	Travaux effectués et résultats bénéfiques obtenus
	<p>des missions d'experts ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation externe prochaine de cinq scientifiques de différentes institutions partenaires ; • Laboratoire en mesure d'effectuer des tests qui devraient sinon être envoyés à l'étranger ; • Coopération entre trois institutions locales au sein de l'Agence béninoise de sécurité sanitaire des aliments (ABSSA).
Bolivie (RLA/5/059)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au renforcement des capacités institutionnelles et des laboratoires de sécurité sanitaire des aliments à contrôler les contaminants chimiques et, par la suite, à répondre aux normes ISO/IEC pour les laboratoires d'essais et d'étalonnage par le biais d'un PCT régional sur « l'harmonisation des laboratoires de contrôle officiels pour l'analyse des contaminants chimiques dans les aliments et les aliments pour animaux » ; • Résultats bénéfiques grâce aux réseaux de laboratoires, aux visites de missions d'experts et à la formation ciblée ; • Mise en place des bases pour le SENASA de la création d'un programme de contrôle des résidus en Bolivie, via par exemple le Laboratoire de recherche et de diagnostic vétérinaire (LIDIVET).
Botswana (BOT/5/006 ; BOT/5/010 ; RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement important de la capacité institutionnelle du Laboratoire national vétérinaire du Botswana (BNVL) ; • Laboratoire complètement fonctionnel ; augmentation de sa capacité à utiliser des instruments de pointe de 80 % ; • Validation de quatorze méthodes d'analyse (augmentation de 52 % de la disponibilité des méthodes d'analyse adaptées à l'usage en interne) et homologation de douze méthodes/techniques analytiques ; • Amélioration de la coopération Sud-Sud ; projet d'étroite coopération entre le BNVL et l'Académie chinoise des sciences agricoles tropicales, à Haikou, dans la province de Hainan ; • Organisation par le Botswana d'un cours de formation régional africain sur la qualité de l'échantillonnage et des statistiques pour un laboratoire de sécurité sanitaire des aliments du 10 au 14 août 2015 ; • Coopération entre le BNVL et le Centre national de recherche sur la technologie alimentaire dans le cadre d'un projet régional africain sur la sécurité sanitaire des aliments.
Brésil (RLA/5/059 ; RLA/5/060 ; D52036 ; D52039)	<ul style="list-style-type: none"> • Participation et leadership du Brésil à plusieurs projets nationaux par le biais du Centre d'énergie nucléaire dans l'agriculture (CENA) et du LANAGRO, notamment appui au renforcement des capacités dans les régions, notamment par le biais de missions d'experts pour la formation ; • Organisation par le laboratoire d'analyse Microbióticos d'une réunion technique finale pour un PRC sur les résidus de médicaments vétérinaires à Natal, au Brésil, du 14 au 18 avril 2014 ; formation d'universitaires d'autres pays (Angola, par exemple) ; • Participation prochaine du CENA et de Microbióticos à un nouveau projet international de recherche sur la sécurité sanitaire des produits issus de l'aquaculture.
Cuba (RLA/5/059)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au programme cubain de protection et de sécurité sanitaire des aliments et de l'environnement par le biais du Centre des applications technologiques et du développement nucléaire (CEADEN) ; • Amélioration de la capacité à contrôler les contaminants chimiques et renforcement du réseautage avec les autres pays de la région ; • Organisation par le CEADEN d'une réunion régionale sur la mise en place de critères de validation des méthodes analytiques et de l'incertitude de mesure.
Cameroun (RAF/5/067 ; D52039)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux programmes de sécurité sanitaire des aliments par le biais de l'Institut de recherche médicale et d'études des plantes médicinales (IMPM), du Laboratoire national vétérinaire et d'autres institutions apparentées au Cameroun ; • Organisation par l'IMPM d'un atelier régional sur la sécurité sanitaire des aliments en octobre 2014 auquel ont participé 38 parties prenantes issues de 12 institutions camerounaises et de 8 autres pays africains ; • Participation prochaine de l'IMPM à un nouveau projet international de recherche sur les résidus dans les produits issus de l'aquaculture.
Chili (CHI/5/049 ; RLA/5/059)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement/amélioration des capacités institutionnelles du Laboratoire d'alimentation et de chimie environnementale (QAA) du Service de l'agriculture et de l'élevage (SAG) ; • Réduction de l'externalisation des tests analytiques ; • Augmentation de l'exécution des activités de contrôle des résidus et amélioration de la surveillance globale du contrôle des résidus ; • Facilitation du développement de nouvelles techniques pour s'assurer que les laboratoires

Pays membre et code(s) du/des projet(s)	Travaux effectués et résultats bénéfiques obtenus
	<p>sont à jour sur les normes internationales ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Leadership régional du QAA/SAG, notamment pour la mise en place d'un projet interrégional sur les résidus de médicaments vétérinaires ; • Promotion par le Chili de la coopération Sud-Sud et prise de contact avec d'autres régions, par exemple soutien aux plans de sécurité sanitaire des aliments et de contrôle des résidus en Angola avec formation du personnel laborantin de l'Institut angolais de recherche vétérinaire.
Costa Rica (RAL/5/059 ; COS/5/032)	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien au Laboratoire national des services vétérinaires (LANASEVE) pour l'amélioration des capacités à mieux contrôler les résidus de médicaments vétérinaires et les contaminants connexes dans les produits issus d'animaux à l'aide de techniques d'analyse nucléaire/isotopique et traditionnelles complémentaires ; • Reclassification du Centre de recherche sur la pollution environnementale de l'Université du Costa Rica comme centre de collaboration de l'IAEA pour la période 2014-2017, avec comme mandat de déterminer la source et le degré de contamination alimentaire et environnementale et de promouvoir le développement durable par le biais de la coopération internationale et la formation régionale, la recherche et les services de conseil ; • Promotion par le CICA de l'apprentissage en ligne et du renforcement accéléré des capacités pour la protection de l'alimentation et de l'environnement ; • Appui apporté au CICA et au LANASEVE avec un équipement de pointe et une assistance technique pertinente.
Équateur (RLA/5/059 ; D52039)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au renforcement des capacités institutionnelles de l'Institut national de la pêche (INP) ; • Formation par l'INP d'autres pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour le renforcement de leurs laboratoires de sécurité sanitaire des aliments. En échange, amélioration de la compétence internationale de l'INP et de la compétitivité des exportations agricoles et des produits de la pêche de l'Équateur ; • Participation prochaine de l'INP à un nouveau projet international quinquennal de recherche sur les résidus dans les produits issus de l'aquaculture.
Égypte (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux plans de contrôle des résidus de l'Égypte par le biais du Centre national de recherche et technologie des radiations (NCRRT) du Commissariat égyptien de l'énergie atomique (EAEA) en coopération avec le Laboratoire central d'analyse de résidus des pesticides et des métaux lourds dans les aliments ; • Réseautage du NCRRT et de l'EAEA avec leurs homologues africains.
Éthiopie (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité institutionnelle de l'Institut éthiopien de santé publique (EPHI) pour mieux répondre aux besoins du pays en matière de santé publique, notamment concernant le contrôle des résidus de médicaments vétérinaires et de contaminants connexes ; • Organisation couronnée de succès par l'EPHI d'un atelier régional africain sur la sécurité sanitaire des aliments à Addis-Abeba du 24 au 28 novembre 2014, auquel ont participé plusieurs parties prenantes et ministères d'Éthiopie, de 12 pays africains et de l'Union africaine ; • L'EPHI est membre fondateur du Réseau africain de sécurité sanitaire des aliments (AFoSAN), qui compte 25 pays.
Guatemala (RLA/5/059 ; RLA/5/060)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au développement des ressources humaines par le Laboratoire national de santé du ministère de la Santé publique et de l'Assistance sociale (MSPAS), notamment formation, missions d'expert et participation aux tests de résidus au niveau national au Guatemala ; • Renforcement de la capacité à satisfaire aux exigences ISO/IEC 17025:2005 pour les laboratoires de test/d'étalonnage.
Honduras (RLA/5/059 ; RLA/5/060)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités du laboratoire du Centre d'étude et de contrôle des contaminants (CESCCO) ; • Résultats bénéfiques pour le Laboratoire national d'analyse des résidus (LANAR) en matière de formation, dans le cadre de ses efforts pour répondre aux normes internationales.
Indonésie (INS/5/040)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité des laboratoires (y compris ressources humaines et matériel d'analyse) à contrôler les contaminants alimentaires chimiques et naturels en Indonésie par le biais du Centre indonésien de recherche pour la science vétérinaire à Bogor ; • Renforcement du programme national de contrôle des résidus du pays et promotion de la collaboration institutionnelle (partage de matériel et formation conjointe).
Maurice (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui institutionnel à la recherche agricole et à la vulgarisation pour renforcer le contrôle des résidus de médicaments vétérinaires et des contaminants connexes dans les aliments ; • Nouveau PCT quadriennal à partir de 2016 sur le « Renforcement de la capacité nationale à tester/contrôler les résidus de médicaments et les contaminants

Pays membre et code(s) du/des projet(s)	Travaux effectués et résultats bénéfiques obtenus
	chimiques connexes dans les produits animaux et les aliments pour animaux ».
Mongolie (MON/5/019)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité institutionnelle de laboratoire au Laboratoire vétérinaire central national (SCVL). • Amélioration de la capacité du SCVL à contrôler les contaminants environnementaux et leur impact potentiel sur la santé de l'homme et des animaux et à sensibiliser à ce niveau ; • Par le biais de ce soutien, opportunité de participation d'autres partenaires internationaux et de renforcement de la sécurité sanitaire des aliments et de contrôle des résidus de médicaments vétérinaires.
Namibie (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités de l'Institut normatif namibien (NSI) et du Laboratoire vétérinaire central pour assurer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments ; • Organisation future par le NSI d'une réunion/formation régionale africaine visant le renforcement des connaissances sur la mesure de l'incertitude dans le cadre de l'analyse des risques alimentaires à Walvis Bay, en Namibie.
Nicaragua (RLA/5/059 ; NIC/5/008)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité institutionnelle du ministère de l'Agriculture et des Forêts (MAGFOR) via un PCT intitulé « Améliorer les capacités techniques pour la détection de maladies et de résidus en agriculture ». • Appui fourni à trois laboratoires (notamment pour le contrôle des résidus et le diagnostic vétérinaire) ; soutien permettant au Nicaragua de répondre aux exigences des marchés (UE, États-Unis, Amérique latine).
Nigéria (RLA/5/059 ; NIR/5/037)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité institutionnelle de laboratoire de l'Agence nationale d'administration et de contrôle des aliments et des médicaments (NAFDAC) pour améliorer le contrôle des résidus ; • Renforcement des capacités pour l'approche de l'évaluation des risques qui consiste à effectuer des études sur l'alimentation globale par le biais de l'application de techniques d'analyse nucléaire et complémentaires, complétant ainsi l'assistance fournie par d'autres institutions, telles que l'OMS/FAO via le Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce (STDF) ; • Candidature potentielle du NAFDAC comme centre régional de sécurité sanitaire des aliments homologué.
Ouganda (RAF/5/067 ; UGA/5/034 ; D52039)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités dans plusieurs institutions pour la création et la mise en œuvre d'un programme national de contrôle des résidus, dont le Programme ougandais de développement des exportations de viande ; • Promotion de la coopération pour le contrôle des résidus au Bureau normatif national (UNBS) et au Département de la production et de la commercialisation animale du ministère de l'Agriculture, de l'Industrie animale et de la Pêche (MAAIF). Souhait d'autres institutions, comme l'Autorité nationale des médicaments et l'Autorité de développement des produits laitiers, de créer un réseau national d'institutions de la sécurité sanitaire des aliments ; • Organisation par l'UNBS et le MAAIF d'un atelier africain de sécurité sanitaire des aliments sur le rôle des outils nucléaires et complémentaires dans le cadre du contrôle des résidus du 13 au 17 avril, auquel ont participé une douzaine de pays ; • Participation prochaine de l'UNBS à un nouveau projet international de recherche sur les résidus dans les produits issus de l'aquaculture.
Pakistan (PAK/5/048)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la capacité institutionnelle de contrôle des résidus de médicaments vétérinaires à l'Institut national d'agriculture et de biologie (NIAB), à l'Institut national de biotechnologie et de génie génétique (NIBGE) et dans différents laboratoires nationaux ; • Formation de plusieurs employés au contrôle des résidus en Belgique, en Turquie et au Royaume-Uni et fourniture de matériel et d'instruments de laboratoire pertinents.
Panama (RLA/5/059 ; PAN/5/021)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles du Laboratoire de recherche et de diagnostic vétérinaire (LADIV) du ministère de l'Agriculture dans le cadre d'un PCT intitulé « Amélioration des capacités d'analyse pour l'évaluation et le contrôle de l'usage de médicaments vétérinaires par le contrôle des résidus et la toxicologie diagnostique ».
Paraguay (RLA/5/059 ; PAN/5/010)	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des capacités institutionnelles du Service national de santé et de qualité animale (SENACSA) pour mieux contribuer au contrôle des résidus au niveau national ; • Amélioration de l'exposition accrue via un autre PCT biennal sur le « Renforcement du réseau national des laboratoires intervenant dans l'analyse des risques chimiques pour garantir la sécurité sanitaire des aliments grâce aux techniques nucléaires et non nucléaires complémentaires ».

Pays membre et code(s) du/des projet(s)	Travaux effectués et résultats bénéfiques obtenus
Pérou (RLA/5/059 ; D52036)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au Centre des intrants agricoles et des résidus toxiques du Service national de santé agraire (SENASA) de La Molina, à Lima ; • Participation du laboratoire des résidus du SENASA à un PCT sur le développement de méthodes radiométriques et analytiques connexes pour renforcer les programmes nationaux de contrôle des résidus de médicaments vétérinaires antibiotiques et anthelminthiques ; • Amélioration du réseautage régional ; • Appui à l'obtention de l'homologation par l'ANSI-ASQ aux États-Unis.
République centrafricaine (CAF/5/007)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au renforcement des capacités du Laboratoire central vétérinaire (LACEVET) du ministère de l'Élevage afin d'aider le pays à commencer certains tests sur les résidus.
République dominicaine (RLA/5/059 ; RLA/5/060)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au pays via l'Institut pour l'innovation en biotechnologie et en industrie (IIBI) pour l'amélioration du programme de contrôle des résidus et la promotion du réseautage régional.
Soudan (RAF/5/067 ; SUD/5/035)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles pour le contrôle des résidus au Soudan via le Département des radio-isotopes du Centre laboratoire de la recherche vétérinaire centrale et le Département de sécurité sanitaire des aliments et de biotechnologie du Centre national de recherche sur les aliments ; • Coopération entre ces deux institutions pour organiser un cours de formation sur la sécurité sanitaire des aliments en Afrique soutenu par la Division mixte centré sur l'entretien et le dépannage de base du matériel d'analyse pour les laboratoires de sécurité des aliments et de l'environnement en juillet 2015.
Tanzanie (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles pour les tests de résidus à l'Administration tanzanienne des aliments et des médicaments (TFDA), notamment formation du personnel, achat de matériel, tests d'aptitudes et tests et comparaisons entre laboratoires ; • Élargissement de six à dix de l'étendue de l'agrément du laboratoire de sécurité sanitaire des aliments de la TFDA pour les méthodes de tests chimiques et microbiologiques ; • Réseautage avec d'autres pays africains, par exemple en matière de formation pour l'harmonisation de méthodes analytiques et de système de gestion de laboratoire ; • Organisation par la TFDA d'un atelier régional de sensibilisation à la sécurité sanitaire des aliments pour les agriculteurs/producteurs, les consommateurs, les preneurs de décisions et l'interphase avec les laboratoires en décembre 2015.
Tunisie (RAF/5/067 ; D52036)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités pour les tests de résidus de médicaments vétérinaires et les contaminants connexes au Centre national pour la science et la technologie nucléaire (CNRST) et des institutions connexes ; • Résultats bénéfiques pour le CNRST de plusieurs programmes de formation et d'études de tests interlaboratoires ; • Participation du CNRST à un projet international de recherche sur la disposition de la fluméquine dans la daurade.
Uruguay (RAF/5/059)	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la Division des laboratoires vétérinaires (DILAVE) pour améliorer le contrôle des résidus au niveau national jusqu'à la réputation internationale. • Appui de la DILAVE à d'autres institutions d'Amérique latine et des Caraïbes, par exemple, au Nicaragua, pour renforcer les tests de résidus, notamment l'harmonisation des méthodes d'analyse ; • Contribution de la DILAVE parmi d'autres représentants nationaux à la base de données de la Division mixte en méthodes d'analyse pour les résidus de médicaments vétérinaires.
Venezuela (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles de l'Institut national de recherche agricole pour soutenir les initiatives nationales de contrôle des résidus chimiques et des contaminants connexes selon les normes ISO 17025.
Zimbabwe (RAF/5/067)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités institutionnelles pour les tests de résidus de médicaments vétérinaires et de contaminants connexes du Laboratoire vétérinaire central et de l'Institut de recherche chimique et édaphique du Département de la recherche agricole et des services de vulgarisation du ministère de l'Agriculture et du développement rural ; • Organisation par ces deux institutions d'un atelier régional de formation en sécurité sanitaire des aliments du 8 au 12 juin 2015 à Harare pour améliorer les connaissances et les compétences nécessaires afin d'effectuer les audits internes en toute efficacité dans un environnement de sécurité sanitaire des aliments (et de santé environnementale).